



Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE

de la décision de la Commission relative à l'«Accès à la justice et réparation pour les victimes de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République démocratique du Congo».

Document relatif à l'action Projet Pilot-Action Préparatoire «Accès à la justice et réparation pour les victimes de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République démocratique du Congo».

1. Intitulé/acte base/numéro CRIS	de	«Accès à la justice et réparation pour les victimes de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République démocratique du Congo.» Numéro CRIS: PP-AP/2015/038-338. Projet pilote financé sur le budget de l'Union européenne au sens de l'article 54, paragraphe 2, du règlement financier (UE, Euratom) n. 966/2012.
2. Zone bénéficiaire l'action/localisation	de	L'action sera menée à l'endroit suivant: province du sud Kivu et province du Katanga ¹ , République démocratique du Congo.
3. Document programmation	de	Projet pilote.
4. Secteur concentration/domaine thématique	de	Développement des services légaux et judiciaires/droits de l'homme et démocratie.
5. Montants concernés		Coût total estimé: 1 000 000 EUR. Montant total de la contribution du budget de l'UE: 790 000 EUR. La présente action fait l'objet d'un cofinancement conjoint de la part du programme des Nations unies pour le développement pour un montant de 210 000 EUR.
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	et	Modalité de projet. Gestion indirecte avec le programme des Nations unies pour le développement.

¹ Au moment de la formulation de ce projet, un découpage territorial est en cours en République démocratique du Congo. La province du Katanga est scindée en quatre: le Tanganyika, le Haut-Katanga, le Haut-Lomami et le Lwalaba. Le projet sera mis en œuvre sur le territoire de ces provinces.

7. Code(s) CAD	15130 – Développement des services légaux et judiciaires; 15160 – Droits de la personne.			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	NA			

RESUME

Ce projet pilote vise à lutter contre l'impunité des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris les violences sexuelles basées sur le genre, en République démocratique du Congo.

Pour ce faire, le projet se concentre sur deux axes stratégiques qui prévoient une série d'initiatives innovantes:

- la mise en œuvre du principe de complémentarité, prévu par le statut de Rome, à travers l'implication des juridictions civiles nationales dans la poursuite des crimes graves;
- l'amélioration de l'accès des victimes des crimes graves, pas seulement aux juridictions nationales mais aussi aux mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme, afin d'obtenir justice et réparation.

Le processus de formulation du projet a comporté une mission de terrain à Goma, nord Kivu, où se trouve l'antenne principale du projet de l'UE d'appui à la justice militaire, qui présente de nombreuses complémentarités avec ce projet-ci, et une série de discussions avec les autorités et les acteurs de la société civile impliqués dans le domaine de la justice pénale internationale, qui ont tous accueilli favorablement sa formulation et se disent prêts à le soutenir².

Le choix des zones d'intervention a été fait en tenant compte des caractéristiques et des besoins du système judiciaire:

- au sud Kivu, le niveau des capacités et d'implication des juridictions étant plus élevé que dans les autres provinces, il semble possible d'inciter, parmi les magistrats civils et militaires, à la réflexion et l'échange sur la poursuite des crimes graves;
- au Katanga, l'insuffisance de partenaires et de projets en matière de lutte contre l'impunité des crimes graves se doit d'être résorbée. Par rapport aux autres provinces de l'est du pays et nonobstant les nombreux crimes commis, cette province est laissée pour compte dans le domaine de la justice.

1. CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel

Depuis plusieurs décennies, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) est le théâtre d'une série de conflits armés locaux et régionaux extrêmement violents. De nombreux crimes graves sont fréquemment commis par les membres des forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), de la police nationale congolaise (PNC) et de divers groupes armés.

En 2002, le statut de Rome instituant la Cour pénale internationale (CPI) a été ratifié par la République démocratique du Congo. Une année après, le président Kabila a déferé au procureur de cette Cour la situation des crimes de guerre et contre l'humanité perpétrés par les différents groupes armés dans le pays pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003). Depuis lors, parallèlement aux cas engagés devant la CPI, les juridictions militaires congolaises ont commencé à s'impliquer dans la poursuite des violations graves des droits de l'homme (DH) et

² Parmi d'autres personnes rencontrées et favorables au projet: le ministre de la justice; l'avocat général près de la haute Cour militaire; le conseiller près de la Cour suprême; le bâtonnier de Lubumbashi; le président de la Cour d'appel de Lubumbashi; la chef de division provinciale de la justice au nord Kivu et, précédemment, au sud Kivu; le doyen de la faculté de droit à l'université de Kinshasa; le directeur adjoint de la section d'appui à la justice de la mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO); le chargé de programmes justice de la cellule d'appui à l'ordonnateur national du Fonds européen au développement (COFED); le chef de mission de l'ONG internationale Avocats sans Frontières (ASF); le chef du projet UE d'appui à la justice militaire; le régisseur du programme UE d'appui au renforcement de la justice à l'Est de la République démocratique du Congo (PARJ-E); la chargée de justice pénale de l'ONG *International Centre for Transitional Justice* (ICTJ); la directrice de plaidoyer du programme Justice internationale de l'ONG *Human Rights Watch* (HRW); le président de l'association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ); le conseiller juridique de l'ONG *Track Impunity Always* (TRIAL); le conseiller technique *Rule of Law* du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'experte juriste du PNUD, G. S..

du droit international humanitaire (DIH), en ligne avec le principe de complémentarité proclamé par le statut de Rome.

Pourtant, malgré les efforts des autorités congolaises et des partenaires internationaux dans le renforcement des capacités du personnel judiciaire, l'assistance aux victimes, l'appui aux enquêtes et aux audiences foraines, le nombre des procès concernant les crimes graves reste limité. Actuellement, il existe une impunité quasi totale pour tous les crimes graves commis avant l'entrée en vigueur du statut de Rome³, tandis que l'impunité demeure importante⁴ quant à ceux perpétrés après la ratification de ce dernier.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Le gouvernement congolais ne dispose pas à ce jour d'un plan d'actions actualisé pour la réforme de la justice, le précédent plan étant échu depuis 2012. Afin de le mettre à jour et de donner une nouvelle impulsion à la réforme de la justice en République démocratique du Congo, le ministère de la justice, garde des sceaux et droits humains (MJDH), en collaboration avec le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), a convoqué, en avril 2015, les Etats généraux de la justice. Lors des assises, plusieurs recommandations ont été formulées afin de : définir une stratégie nationale de poursuite des crimes graves, garantir le double degré de juridiction devant les cours nationales, adopter le projet de loi de mise en œuvre du statut de Rome et assurer la compétence des cours d'appel en matière de crimes graves.

Ce projet est formulé et sera réalisé en accord avec ces recommandations, ainsi qu'avec les prévisions du *EU Joint Staff Working Document on the Principle of Complementarity* du 31 janvier 2013, visant à combler le vide entre la justice pénale internationale et les systèmes judiciaires nationaux en matière de poursuite de crimes graves. Par ailleurs, les objectifs du présent projet sont cohérents avec la *EU Strategic Framework on Human Rights and Democracy* et le plan d'action (2015-2019) *Keeping Human Rights at the Heart of the EU Agenda*, prévoyant, *inter alia*, l'appui aux systèmes judiciaires nationaux, l'engagement de l'UE dans la promotion des droits de l'homme et de la justice transitionnelle, le renforcement des capacités de la société civile locale et le soutien aux mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme.

En République démocratique du Congo, dans le cadre du 11^e Fonds européen de développement (FED), le programme indicatif national (PIN) identifie le renforcement de la gouvernance et de l'Etat de droit parmi les secteurs prioritaires d'intervention pour la période 2014-2020. Sous le volet justice, l'amélioration de l'accès à la justice pour les plus vulnérables, ainsi que la lutte contre les violations graves des droits de l'homme constituent des objectifs spécifiques à atteindre, qui sont aussi au cœur du présent projet.

³ BCNUDH, *Rapport du projet mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la RDC*, Kinshasa, août 2010.

⁴ En référence au tableau compilé par l'ONG internationale ICTJ qui porte sur les cas de crimes graves initiés par la justice militaire de l'Ituri, du Sud-Kivu et du Nord-Kivu pour la période de 2009 à 2014, un grand nombre de cas initiés sont toujours en instruction devant l'Auditorat militaire et ne sont pas inscrits au niveau des Cours et tribunaux. Très peu d'informations existent concernant les cas de crimes graves initiés devant les juridictions du Katanga.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

No	Partie prenante	Fournit	Bénéficie
1	Le ministère de la justice et droits humains.	Cadre normatif; encadrement via la commission de lutte contre l'impunité; cadre nécessaire pour le paiement de dommages-intérêts au profit des victimes.	<i>Leadership/appropriation.</i> Appui à la stratégie de mise en œuvre des compétences des cours d'appel dans la poursuite des crimes graves.
2	Le Conseil supérieur de la magistrature.	Cadre normatif; supervision de la stratégie de poursuite; validation des modules de formation; déploiement des magistrats.	<i>Leadership/appropriation.</i> Appui à la stratégie de mise en œuvre des compétences des cours d'appel dans la poursuite des crimes graves.
3	Les magistrats des cours d'appel et des parquets généraux.	Répression des crimes graves.	Transfert de compétences en matière de poursuite. Soutien opérationnel aux enquêtes et aux procès.
4	Les magistrats militaires.	<i>Coaching</i> des magistrats civils et transfert de certains dossiers judiciaires.	Implication dans la mise en œuvre des sessions de renforcement des capacités.
5	Les experts des cellules d'appui aux poursuites (CAP).	Coaching des magistrats civils et transfert des outils pédagogiques et didactiques pour la poursuite des crimes graves.	Implication dans la mise en œuvre des sessions de renforcement des capacités.
6	Les barreaux des zones cibles et les avocats y affectés.	Aide juridique devant les juridictions nationales et les mécanismes internationaux et régionaux.	Transfert de compétences en matière d'aide légale aux victimes de crimes graves.
7	Les organisations non gouvernementales (ONG) locales.	Appui aux victimes en vue d'assurer un accès efficace à la justice et le suivi sur les aspects d'information, réparation et protection.	Transfert de compétences en matière de documentation, référencement de cas de crimes graves et suivi des dossiers des victimes.
8	L'ONG Track Impunity always (TRIAL).	Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des avocats et des ONG locales pour saisir les juridictions nationales et les mécanismes régionaux et internationaux de protection	Financement de l'action à travers le Programme des Nations unies pour le développement.

		des droits de l'homme.	
9	Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).	Exécution globale de l'action.	Financement de l'action.
10	Les victimes de violations graves et la population en général.	Informations fournies aux ONG et aux avocats concernant les crimes graves commis dans les zones cibles.	Information et assistance de la part des ONG et des avocats.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

La compétence des juridictions civiles et militaires nationales

Jusqu'à présent, la compétence judiciaire en matière de crimes graves relève exclusivement des juridictions militaires. Or les normes internationales et régionales recommandent que ces juridictions soient impliquées dans la poursuite des seules infractions spécifiquement militaires commises par des militaires, à l'exclusion des crimes graves qui relèvent de la compétence des juridictions ordinaires internes ou, le cas échéant, s'agissant de crimes graves selon le droit international, d'une juridiction pénale internationale ou internationalisée.

La loi organique n° 13/011-B du 11 avril 2013 portant sur l'organisation, le fonctionnement et les compétences des juridictions de l'ordre judiciaire étend aux juridictions civiles, à savoir les Cours d'appel, la compétence pour juger des crimes graves tel que définis par le statut de Rome⁵. Cependant, depuis avril 2013, aucune enquête, ni procès n'ont été engagés à l'encontre d'auteurs de crimes graves devant les Cours d'appel du pays.

Aussi, dans la même direction, la dernière version du projet de loi de mise en œuvre du statut de Rome prévoit la compétence exclusive des Cours d'appel en matière de poursuite de crimes graves⁶.

La compétence des juridictions civiles pour connaître des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire aurait plusieurs avantages et pourrait notamment: renforcer la capacité de l'Etat à répondre aux exigences de répression en matière de crimes graves et ce en augmentant le nombre d'acteurs de la chaîne pénale; garantir le respect des standards internationaux en matière d'administration de la justice, de droit à un procès équitable et notamment de double degré de juridiction; assurer la lutte contre l'impunité des responsables civils ayant eu une grande responsabilité dans la perpétration des crimes (responsabilité pénale du chef hiérarchique civil); accroître davantage la prise en compte des intérêts des victimes en améliorant le mécanisme d'exécution des réparations prononcées à leur profit.

⁵ Article 91 de la loi organique n° 13/011-B du 11 avril 2013 portant Organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre judiciaire.

⁶ La version du projet à laquelle nous faisons ici référence est celle adoptée par la commission politique, administrative et juridique de l'Assemblée nationale congolaise en juin 2014. Il sied de rappeler que la République démocratique du Congo a ratifié le statut de Rome en 2002. Depuis 2003, diverses versions de projet de loi de mise en œuvre du statut de Rome ont été soumises au Parlement mais aucune n'a été adoptée jusqu'à présent.

L'utilisation des mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme

Bien que la République démocratique du Congo soit partie à plusieurs instruments internationaux de protection des droits de l'homme, force est de constater qu'il n'est pas suffisamment fait recours aux mécanismes régionaux et internationaux de protection de ceux-ci, notamment la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples ainsi que le comité des droits de l'homme des Nations unies ou les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations unies⁷.

La saisine de ces mécanismes permettrait d'aider les victimes de crimes graves à être restaurées dans leurs droits, à obtenir justice et réparation et à pallier le problème du manque de recours effectif en appel devant les juridictions militaires nationales. Par ailleurs, la condamnation réitérée par une instance régionale ou internationale peut induire l'Etat, à terme, à mettre fin aux pratiques reprochées et à adopter des lois ou des politiques conformes aux standards internationaux, ne serait-ce que par souci de respectabilité. Enfin, la présentation de requêtes individuelles bien élaborées devant de différentes instances régionales ou internationales participe au développement d'une jurisprudence internationale en matière de crimes graves.

La réparation des préjudices subis par les victimes de crimes graves en République démocratique du Congo

La réparation du préjudice subi par la victime d'un crime grave est l'un des objectifs de la justice pénale. Le droit à la réparation est consacré en droit international et stipule que les victimes ont droit à une réparation adéquate, effective et rapide du préjudice subi. En République démocratique du Congo, force est de constater les graves lacunes dans l'octroi des différentes mesures de réparations dues aux victimes des crimes graves. Les procédures judiciaires sont très longues et souvent perturbées entre autres à cause du manque de preuves. Les condamnations au paiement de dommages-intérêts au profit des victimes prononcées par les tribunaux, à l'encontre des particuliers ou de l'Etat, sont rarement exécutées et cela représente un élément de grande injustice, de frustration et de perte de confiance de la population dans le système judiciaire. De sérieuses difficultés sont rencontrées en raison de l'insolvabilité des accusés, car la plupart des auteurs de crimes graves sont pauvres et démunis. De plus, les coupables sont souvent des agents de l'Etat congolais qui, malgré sa responsabilité civile, n'intervient pas dans le paiement des réparations. A cet égard, il sied de rappeler la faiblesse du budget national consacré à la justice et l'absence d'un fond national de réparations des victimes pour l'ensemble des crimes graves commis dans le pays.

Ainsi, la question de l'accès des victimes aux réparations demeure un sujet complexe et difficile. Dans le cadre des projets en cours dans le domaine de la justice pénale, l'assistance aux victimes termine avec la fin du procès judiciaire et la condamnation de l'accusé. Les différents acteurs impliqués dans ce domaine, tels que les avocats et les ONG locales et internationales, devraient concevoir des stratégies juridiques et judiciaires et développer un suivi régulier des dossiers des victimes devant les autorités compétentes, afin d'utiliser toutes les voies de recours possibles au niveau national et international pour obtenir les réparations de la part de l'Etat. Pour ce faire, un travail constant de plaidoyer et de dialogue avec les autorités congolaises s'avère essentiel.

⁷ A présent, il n'y a aucune décision de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples ni du Comité des droits de l'homme des Nations unies portant sur des violations graves des droits de l'homme ou du droit international humanitaire commises en République démocratique du Congo. En ce qui concerne les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, ces mécanismes (à l'instar du rapporteur spécial sur la torture) sont aussi peu utilisés en République démocratique du Congo, tout en étant extrêmement utiles pour des appels urgents ou pour soutenir des cas qui nécessitent une réaction rapide.

1.2 Autres domaines d'évaluation

N.A.

2. RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Manque de volonté politique et discontinuité dans la mise en œuvre de la réforme de la justice.	Elevé	Existence d'un dialogue participatif et permanent avec le MJDH et le CSM.
Faiblesse du budget national consacré à la justice et notamment au paiement des réparations des victimes de crimes graves.	Elevé	Existence d'un dialogue permanent avec le MJDH et prévision d'échanges réguliers avec les autorités congolaises.
Reprise de la violence dans les zones d'intervention et/ou extension des activités des milices.	Moyen	Evaluation périodique de la situation sécuritaire et politique.
Manque de coordination parmi les différents partenaires et acteurs d'exécution.	Faible	Mise en place de mécanismes de coordination stratégique et opérationnelle du projet organisés de manière régulière dans les zones d'intervention.
Faible niveau de compétences des magistrats civils et résistance aux changements de la part des magistrats civils/militaires concernant le partage des compétences en matière de poursuite des crimes graves.	Elevé	Implication du MJDH et du CSM afin de donner aux magistrats des instructions claires de poursuite. Existence d'espaces d'échange et de discussion entre les juridictions civiles et les experts des cellules d'appui aux poursuites, et les juridictions militaires, pour désamorcer les résistances.
Refus des magistrats civils de poursuivre les crimes graves pour des raisons de sécurité.	Moyen	Ouverture d'un dialogue avec les autorités provinciales et la PNC pour garantir la sécurité des magistrats lors des enquêtes et des procédures judiciaires.
Faible niveau de compétences et d'implication des avocats dans les programmes de formation et l'assistance des victimes.	Elevé	Renforcement des compétences et sensibilisation des avocats. Implication des barreaux des zones cibles et définition d'un processus de sélection très strict des participants

		sur la base de leur motivation, expérience et disponibilité.
Mise en œuvre du nouveau découpage des provinces.	Faible	En cas de découpage, les Cours d'appel actuellement existantes continueront à couvrir l'entièreté des provinces telles qu'elles existent à présent.
Hypothèses		
<p>La loi de mise en œuvre du statut de Rome, dans la version qui prévoit la compétence des Cours d'appel dans la poursuite des crimes graves, est adoptée.</p> <p>La lutte contre l'impunité dans le domaine des crimes graves est intégrée dans le nouveau plan d'actions national de réforme de la justice du MJDH.</p> <p>Le MJDH réactive la cellule de lutte contre l'impunité au sein du cabinet.</p> <p>Le parquet général de la République donne des instructions pénales allant dans le sens de la poursuite des crimes graves.</p>		

3. ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

De février 2013 à janvier 2015, l'UE a financé la première phase du projet d'*appui à la justice militaire à travers le renforcement du programme des CAP*, dans l'objectif de poursuivre les crimes graves commis dans le contexte de guerre à l'est de la République démocratique du Congo. Cette première phase du projet a fait l'objet d'une évaluation finale. Certaines observations et recommandations ont été prises en compte et intégrées dans la formulation du présent projet:

- Des campagnes d'information des communautés sur le travail fait par les juridictions militaires et le projet CAP devraient être menées, puisque celui-ci n'est pas très connu;
- Beaucoup de jugements rendus au cours des audiences foraines ne sont pas exécutés complètement. C'est en particulier le cas pour le paiement des dommages et intérêts aux victimes. La condamnation est pourtant un pas vers la justice qui doit aboutir à l'indemnisation des victimes, et leurs avocats devraient poursuivre la procédure pour l'exécution complète du jugement rendu;
- Les juridictions civiles ayant désormais la possibilité d'enquêter et de poursuivre les crimes prévus par le statut de Rome, il serait important d'associer le MJDH pour envisager la possibilité de l'extension aux juridictions civiles de l'appui technique offert par le projet. Le CSM étant le gestionnaire de la formation des magistrats, il doit aussi être associé au projet;
- D'autres formations d'avocats doivent être organisées pour leur permettre de mieux maîtriser le droit international pénal et les principes d'un procès équitable.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Une deuxième phase du projet UE d'appui à la justice militaire sera réalisée parallèlement au présent projet pilote et visera l'assistance légale aux prévenus devant les juridictions militaires, ainsi que le renforcement des capacités des magistrats militaires dans la poursuite des crimes graves à travers l'expertise des CAP). Le présent projet se concentrera, au contraire, sur l'assistance légale aux victimes devant les juridictions nationales et s'appuiera sur le dispositif des CAP du Sud Kivu et du Katanga pour conduire à un transfert de compétences au bénéfice

des juridictions civiles, ce qui n'est actuellement visé par aucun projet en cours en République démocratique du Congo.

Le secteur de la justice pénale internationale fait l'objet de nombreuses interventions au Sud Kivu, tandis qu'au Katanga, seule l'UE est active à travers le projet d'appui à la justice militaire, mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la mission des Nations unies pour la stabilisation de la RDC (MONUSCO).

Au Sud Kivu, le présent projet ira compléter ou s'inscrire dans la continuité des initiatives de l'UE déjà en cours, à savoir: le projet *Complementarity in Practice: Strengthening National Judicial Response to International Crimes in Democratic Republic of Congo (DRC) and Côte d'Ivoire (CDI)*, 2014 – 2016, mis en œuvre par l'ONG Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ); le projet *Promoting the Full Implementation of the Rome Statute Principles*, 2013 – 2016, mis en œuvre par l'ONG internationale Avocats sans frontières (ASF); ainsi que le programme d'*Appui au renforcement de la justice à l'Est de la RDC (PARJ-E/Uhaki Safi)*, 2012 – 2016, exécuté par ASF, l'ONG internationale Réseau citoyens network – Justice et démocratie (RCN) et l'agence privée *Gesellschaft für Organisation, Planung und Ausbildung (GOPA)*⁸.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier la complémentarité du présent projet avec les actions adoptées par la Commission européenne, au niveau du siège, visant à renforcer le système international de poursuite des crimes graves, tel que le projet *Building Legal Expertise and Fostering Cooperation – International Criminal Court*, 2015-2017.

La coordination stratégique des partenaires et donateurs impliqués dans le domaine judiciaire en République démocratique du Congo est assurée, au niveau central, non seulement par le groupe inter-bailleurs, sous la direction de l'UE, mais aussi par le groupe thématique justice et droits humains (GT JDH), actuellement en pleine redynamisation.

Au niveau des provinces de l'Est, la coordination des différents partenaires est assurée à travers de multiples mécanismes. Dans le domaine spécifique de la justice pénale internationale, la *Task Force Justice Internationale* est active au Sud Kivu. Au Katanga, au contraire, il n'y a pas actuellement de mécanismes de coordination en place.

3.3 Questions transversales

Egalité des sexes et droits de l'homme: La répression des violences sexuelles, en tant que crimes de droit international, et l'accès à la justice pour les femmes et les jeunes filles victimes de tels actes sont au cœur du projet. Les femmes constituent, en effet, la plupart des victimes de crimes graves en République démocratique du Congo.

Par ailleurs, l'action est caractérisée de manière globale par le respect des droits fondamentaux des individus, et vise à renforcer les capacités des acteurs institutionnels et des ONG locales chargés d'en garantir la protection.

L'intégration des droits de l'homme et de la dimension genre sera assurée dans toutes les phases de gestion du projet. Une attention particulière sera portée à l'équilibre hommes-femmes dans toutes les activités de formation et de renforcement des capacités des magistrats, avocats et ONG locales.

⁸ Ce Programme est complémentaire au *Programme d'Appui à la réforme de la justice* - PARJ mis en œuvre à Kinshasa, Bas Congo et Kasai Occidental.

Démocratie et bonne gouvernance: Une justice efficace, crédible et équitable est le fondement de toute société démocratique. Le présent projet vise à lutter contre l'impunité et contribue à une plus efficace action de prévention et répression des crimes graves afin de restaurer la paix et de consolider l'état de droit et les valeurs démocratiques en République démocratique du Congo.

Durabilité environnementale: Le projet n'aura aucun impact négatif sur l'environnement.

4. DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Objectif général (OG): Soutenir l'accès à la justice pour les victimes de crimes graves devant les juridictions nationales et les mécanismes régionaux et internationaux afin de contribuer à garantir la poursuite des auteurs et la réparation des préjudices subis.

Objectifs spécifiques (OS):

OS1: Appuyer les **juridictions civiles** dans la mise en œuvre de leurs compétences en matière de poursuites des crimes graves.

OS2: Appuyer les **avocats** afin de représenter les victimes de crimes graves devant les juridictions nationales et les mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme en vue d'obtenir justice et réparation.

OS3: Appuyer les **organisations non gouvernementales locales** afin de documenter et de référencer les crimes graves en vue d'un accès efficace des victimes à la justice et d'assurer le suivi de leurs dossiers sur les aspects d'information, de réparation et de protection.

Résultats OS1:

OS1R1: Un diagnostic et une réflexion sur la mise en œuvre de la compétence des juridictions civiles quant à la poursuite des crimes graves sont réalisés et validés par les différents intervenants.

OS1R2: Les capacités techniques et opérationnelles des magistrats civils quant à la poursuite des crimes graves sont améliorées en vue d'engager des poursuites.

Résultats OS2:

OS2R1: Les capacités techniques des avocats des barreaux des provinces cibles sont renforcées en matière d'assistance judiciaire des victimes au niveau national et au niveau des mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme.

OS2R2: Les victimes des crimes graves bénéficient d'une assistance judiciaire gratuite au niveau national et au niveau des mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme de la phase pré-juridictionnelle jusqu'à l'obtention des réparations.

Résultats OS3:

OS3R1: Les capacités des ONG sont renforcées en vue de documenter et référencer les crimes graves pour un accès efficace des victimes à la justice.

OS3R2: Les ONG sont soutenues en vue d'assurer le suivi des dossiers des victimes sur les aspects d'information, de protection et de réparation.

4.2 Principales activités

1	Appuyer une consultance externe pour une étude juridique sur la mise en œuvre de la compétence partagée validée par le ministère de la justice, garde des sceaux et droits humains (MJDH) et le Conseil supérieur de la magistrature (CSM);
2	Organiser des ateliers de réflexion au niveau provincial et national sur la mise en œuvre de l'article 91 de la loi organique n.13/011-B de 2013 en partenariat avec le CSM;
3	Engager des échanges avec le MJDH et le CSM en vue de l'obtention d'un memorandum d'accord établissant les CAP au niveau des juridictions civiles (parquets généraux des Cours d'appel);
4	Elaborer un curriculum de formation sur la poursuite des crimes graves, y compris les violences sexuelles et basées sur le genre, validé par le CSM et former les magistrats civils (la participation des magistrats femmes aux formations sera favorisée);
5	Assurer, à travers les experts des CAP et plus généralement le personnel des juridictions militaires, un <i>coaching</i> régulier des magistrats civils et appuyer, au niveau opérationnel et technique, les éventuelles enquêtes et poursuites initiées par les juridictions civiles;
6	Former les avocats sur l'assistance judiciaire en matière de crimes graves, y compris de violences sexuelles et basées sur le genre, et sur l'utilisation des mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme (la participation des avocats femmes aux formations sera favorisée), ainsi qu'assurer un coaching régulier de ces avocats sur le suivi des dossiers des victimes;
7	Soutenir l'assistance judiciaire gratuite des victimes dès la phase pré-juridictionnelle jusqu'à l'obtention des réparations;
8	Engager des échanges aux niveaux provincial et national sur l'effectivité des réparations pour les victimes des crimes graves, y compris des violences sexuelles et basées sur le genre;
9	Former et assurer un <i>coaching</i> pour les ONG sur la documentation et le référencement des cas de crimes graves, y compris les violences sexuelles et basées sur le genre, aux organes de poursuites (la participation d'ONG actives dans le domaine des droits de la femme aux formations sera favorisée);
10	Produire et publier des rapports concernant la documentation des cas de crimes graves, y compris des violences sexuelles et basées sur le genre;
11	Former les ONG et soutenir leur appui aux victimes quant à l'information, la protection et les réparations (la participation d'ONG actives dans le domaine des droits de la femme aux formations sera favorisée).

4.3 Logique d'intervention

Cette action est une **initiative pilote** visant à éviter les doublons avec les projets déjà en cours et à trouver des solutions innovantes, n'ayant pas été suffisamment explorées dans le domaine de la lutte contre les crimes graves, y compris les violences sexuelles et basées sur le genre, à savoir:

- La mise en œuvre de la compétence des juridictions civiles en cette matière;
- Le recours aux mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme.

Le projet fonctionnera selon un **double ancrage**, en appuyant, d'une part, les victimes et les juridictions sur le terrain afin de garantir la poursuite des crimes devant les juridictions nationales et les mécanismes régionaux et internationaux et, d'autre part, le MJDH ainsi que le CSM dans le renforcement technique des institutions ciblées ainsi que dans l'élaboration de stratégies efficaces de poursuite et de réparation.

Afin d'atteindre les résultats escomptés, le projet développera une **approche systémique** en soutenant tant l'offre de justice (appui aux juridictions civiles en matière de poursuite des crimes graves) que la demande de justice (assistance aux victimes à travers l'appui aux avocats et aux ONG locales).

En vue d'assurer la qualité de l'intervention, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) étant le principal acteur de mise en œuvre, il établira ou renforcera des **partenariats d'expertise** avec des acteurs ayant un avantage comparatif:

- l'ONG *Track Impunity Always* (TRIAL), directement impliquée dans la réalisation de l'action à côté du PNUD;
- les CAP établies au niveau des juridictions militaires du Sud Kivu et du Katanga;
- les ONG locales;
- les avocats des barreaux du Sud Kivu et du Katanga.

5. MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est **pas envisagé** de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 184, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **30 mois** à compter de l'adoption par la Commission de la présente fiche d'action.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications techniques au sens du point i) de l'article 2, paragraphe 3, point c), du règlement (UE) n° 236/2014.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A.

5.4 Modalités de mise en œuvre

5.4.1 Gestion indirecte avec une organisation internationale

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le PNUD, en partenariat avec l'ONG TRIAL, conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) n°323/2015.

Cette mise en œuvre implique la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre du présent projet. L'exécution du projet sera attribuée par l'UE au PNUD, qui confiera la mise en œuvre de certaines activités à l'ONG TRIAL.

Ce mode de mise en œuvre se justifie car le PNUD et l'ONG TRIAL ont des avantages comparatifs pour la mise en œuvre du projet:

- Le présent projet complète le projet UE d'appui à la justice militaire, mis en œuvre par le binôme PNUD – MONUSCO par le biais des CAP, créées sur la base d'un protocole d'accord avec le gouvernement congolais et installées dans plusieurs provinces de l'est, y compris le Sud Kivu et le Katanga. Cela garantira une logique d'intervention cohérente en ce qui concerne l'accès à la justice des victimes et le renforcement des capacités du personnel judiciaire, ainsi que la mise en place d'économies d'échelle à travers la mutualisation des ressources et des partenaires. Par ailleurs, le projet bénéficiera des avantages du partenariat PNUD-MONUSCO, ainsi que de l'appui technique des CAP. Le PNUD est physiquement présent au Sud Kivu et au Katanga. Dans cette province, il s'agit du seul partenaire international actif dans le domaine de la justice à posséder des bureaux de terrain;
- Grace à ses ressources matérielles et logistiques, le PNUD est en mesure de garantir la participation au projet de l'ONG TRIAL, basée à Bukavu, Sud Kivu, et pas encore présente au Katanga;
- TRIAL est, actuellement, la seule ONG basée en République démocratique du Congo spécialisée dans la saisine des mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme en soutien des victimes de crimes graves. TRIAL offre un programme de formation unique en cette matière aux avocats du barreau de Bukavu et intervient également dans l'assistance judiciaire devant les juridictions congolaises. Cette ONG est la seule organisation à pouvoir réaliser les activités liées à l'OS2 du projet.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: le PNUD sera responsable de la gestion globale des ressources financières allouées au projet; de la coordination globale du projet; de la réalisation des activités du projet, notamment celles liées aux OS1 et OS3; de la consolidation des rapports narratifs/financiers rédigés et transmis à l'UE par le PNUD et l'ONG TRIAL. Cette ONG sera impliquée dans la réalisation des activités liées aux OS2 et OS3. A cette fin, le PNUD destina à l'ONG TRIAL une partie du financement global UE dont il est le bénéficiaire direct.

L'organisation internationale en charge fait actuellement l'objet d'une évaluation ex ante conformément à l'article 61, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. L'ordonnateur compétent de la Commission considère que, sous réserve de la conformité à l'évaluation ex ante sur la base du règlement (UE, Euratom) n° 1605/2002 et d'une coopération de qualité établie de longue date avec elle, l'organisation internationale peut être investie de tâches d'exécution budgétaire en gestion indirecte.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetés, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 9, paragraphe 2, point b), du règlement (UE) n° 236/2014 en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

Module	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
5.4.1. — Gestion indirecte avec une organisation internationale (le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)) - Soutien de l'accès à la justice pour les victimes de crimes graves devant les juridictions nationales et les mécanismes régionaux et internationaux afin de contribuer à garantir la poursuite des auteurs et la réparation des préjudices subis	790 000	210 000
<i>Appui aux juridictions civiles</i>		<i>340 000</i>
<i>Appui aux avocats</i>		<i>340 000</i>
<i>Appui aux ONG locales</i>		<i>205 000</i>
<i>Communication et visibilité</i>		<i>25 000</i>
<i>Frais administratifs</i>		<i>70 000</i>
<i>Provisions pour imprévus (2%)</i>		<i>20 000</i>
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	Sera couvert par une autre décision	N/A.
Total		1 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le projet sera exécuté par le PNUD en partenariat avec l'ONG TRIAL.

Le projet sera intégré dans la composante «Appui à la réforme judiciaire et sécuritaire» du pilier programmatique *Consolidation de la paix et renforcement de la démocratie* du PNUD. Dans ce cadre, le PNUD assurera la coordination programmatique et administrative du projet avec les autres initiatives dans le domaine judiciaire, ainsi que le suivi et l'évaluation du projet.

Placés sous la coordination globale du groupe thématique justice et droits humains (GT JDH), deux mécanismes de coordination permettront d'encadrer le projet, à savoir le comité de pilotage (CP) de la composante «Appui à la réforme judiciaire et sécuritaire» du PNUD et un comité technique de suivi (CTS) propre au projet.

Le CP de la composante «Appui à la réforme judiciaire et sécuritaire» est l'organe d'orientation stratégique de tous les projets du PNUD dans ces domaines. Il se tient au moins une fois par an en présence des différents ministères de tutelle, des partenaires de mise en œuvre et des bailleurs de fonds. Ce CP permettra de superviser et d'approuver l'orientation générale et la ligne d'action du présent projet.

En plus du CP et afin d'assurer un suivi régulier de l'atteinte des résultats du projet, un CTS sera mis en place. Il comprendra la délégation de l'UE à Kinshasa, le MJDH, CSM, les Cours d'appel et les barreaux du Sud Kivu et du Katanga, le PNUD et l'ONG TRIAL. Ce CTS pourra se réunir trois fois pendant la durée du projet pour discuter des avancées accomplies dans la mise en œuvre des activités, des défis rencontrés et pour harmoniser les données en possession des partenaires.

5.8 Suivi des résultats et rapports

La performance de la mise en œuvre du projet sera mesurée sur la base des indicateurs mentionnés dans la matrice du cadre logique. Des indicateurs plus précis seront éventuellement identifiés et formulés au début de la mise en œuvre du projet. En l'absence de données de référence exhaustives, les acteurs de mise en œuvre se livreront à un exercice préliminaire d'évaluation des besoins et de recueil de données pour chaque indicateur et une *baseline* de référence sera ainsi préparée.

Pendant la mise en œuvre, le suivi de l'action sera assuré dans le cadre du comité technique de suivi (CTS) et du comité de pilotage (CP), mentionnés au point 5.7, où la délégation de l'UE sera toujours représentée. Par ailleurs, le chargé du projet de la délégation de l'UE effectuera des missions régulières afin d'assister aux activités et de suivre et apprécier l'état d'avancement du projet.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une **évaluation finale** de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée par la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que ce projet constitue une action pilote sous deux aspects: l'implication des juridictions civiles congolaises dans la poursuite des crimes internationaux et la saisine par les avocats des victimes des crimes graves des mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement de l'audit sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Les activités de communication, pour un montant total indiqué au point 5.6.1., seront réalisées suivant les procédures internes au PNUD.

6. CONDITIONS PREALABLES

N/A

ANNEXE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et les lignes de base qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif général: impact						
OG	Soutenir l'accès à la justice pour les victimes de crimes graves devant les juridictions nationales et les mécanismes régionaux et internationaux afin de contribuer à garantir la poursuite des auteurs et la réparation des préjudices subis.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de décisions judiciaires concernant des dossiers de crimes graves - Amélioration de la perception des populations (désagrégées par genre) sur les juridictions civiles 	0 1 ⁹ (2014)	3 décisions devant les juridictions nationales (2017) 40% (2017)	<ul style="list-style-type: none"> - Monitoring judiciaire - Rapports internes - Enquête PNUD sur la perception des populations 	Stabilité sécuritaire dans les provinces d'intervention
Objectifs spécifiques: effets directs						
OS1	Appuyer les juridictions civiles dans la mise en œuvre de leurs compétences en matière de poursuite des crimes graves.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de poursuites engagées devant les juridictions civiles 	0	2 (2017)	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Monitoring</i> judiciaire 	Pas de résistances des magistrats civils et militaires

⁹ Enquête de la population dans l'Est de la RDC sur les perceptions et attitudes envers la paix, la sécurité et la justice - Projet CDCPR (PNUD-HHI), 2014.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
OS2	Appuyer les avocats afin de représenter les victimes de crimes graves devant les juridictions nationales et les mécanismes régionaux et internationaux de protection des DH en vue d'obtenir justice et réparation.	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion des avocats qui fournissent effectivement l'assistance judiciaire par rapport aux avocats formés (désagrégée par genre) - Nombre de plaintes déposées par les avocats devant les juridictions nationales et les mécanismes régionaux et internationaux 	0 0	60% (2017) 10 (5 en 2016, 5 en 2017)	<ul style="list-style-type: none"> - Monitoring judiciaire - Rapports internes 	
OS3	Appuyer les ONG locales afin de documenter et de référencer les crimes graves en vue d'un accès efficace des victimes à la justice et d'assurer le suivi de leurs dossiers sur les aspects d'information, de réparation et de protection.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de cas documentés (documentation et référencement) - Proportion du nombre des cas poursuivis sur le nombre des cas documentés par les ONG 	0 0	15 (5 en 2016, 10 en 2017) 10% (2017)	<ul style="list-style-type: none"> - Monitoring interne 	
Produits/Résultats:						
OS1 R1	Un diagnostic et une réflexion sur la mise en œuvre de la compétence des juridictions civiles quant à la poursuite des crimes graves sont réalisés et	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une étude de nature juridique sur la compétence partagée - Existence et fonctionnement effective d'un cadre 	0 0	Une étude réalisée et validée par le MJDH et le CSM (2016)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports internes, - Rapport du consultant chargé de 	Maintien de la volonté de réforme exprimée lors des Etats généraux de la justice

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	validés par les différents intervenants.	d'échange entre le MJDH, le CSM et d'autres partenaires sur la mise en œuvre de l'article 91 de la Loi organique n.13/011-B de 2013 et sur l'appui des CAP		Un cadre mis en place (2016)	l'étude - Compte-rendu des réunions du cadre d'échange	Les autorités ont la volonté de participer au débat
OS1 R2	Les capacités techniques et opérationnelles des magistrats civils quant à la poursuite des crimes graves sont améliorées en vue d'engager des poursuites.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de magistrats formés (désagréé par genre) - Acquisition de nouvelles connaissances (pré-test / post-test) - Nombre d'audiences foraines et d'enquêtes appuyées 	0 0 0	30 magistrats formés (15 en 2016, 15 en 2017) Augmentation de 20% des compétences acquises (2017) 3 audiences foraines (2017)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports internes de formation, - Registres des secrétariats des parquets et greffes, - Rapports de monitoring judiciaire - 	Existence des conditions minimales de sécurité Volonté des magistrats de poursuivre les crimes graves
OS2 R1	Les capacités techniques des avocats des barreaux des provinces cibles sont renforcées en matière d'assistance judiciaire des victimes au niveau	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'avocats formés (désagréé par genre) - Acquisition de nouvelles connaissances (pré-test / 	1 ¹⁰ (2014) 0	20 avocats formés (10 en 2016, 10 en 2017)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports internes de formation - Rapports de 	Existence des conditions minimales de sécurité

¹⁰ Etude de base: Programme d'Appui au renforcement de la justice à l'Est de la RDC – Programme Uhaki Safi (ASF), Avril 2014.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	national et au niveau des mécanismes internationaux et régionaux de protection des DH.	post-test)		Augmentation de 20% des compétences acquises (2017)	suivi	
OS2 R2	Les victimes des crimes graves bénéficient d'une assistance judiciaire gratuite au niveau national et au niveau des mécanismes internationaux et régionaux, de la phase pré-juridictionnelle jusqu'à l'obtention des réparations.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes assistées (désagréé par genre et mineurs/adultes) - Taux de satisfaction des victimes représentées par les avocats (par genre) 	1 ¹¹ (2014) 0	100 (40 en 2016, 60 en 2017) 70% (2017)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports internes - Rapports de suivi - Enquête de satisfaction des bénéficiaires 	<p>Bonne coordination entre les ONG et les avocats</p> <p>Volonté de la population de recourir à la justice</p>
OS3 R1	Les capacités des ONG sont renforcées en vue de documenter et référencer les crimes graves pour un accès efficace des victimes à la justice.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'ONG formées (considération spéciale aux ONG actives dans la protection des femmes) - Acquisition de nouvelles connaissances (pré-test / post-test) 	0 0	<p>5 ONG formées (3 ONG en 2016, 2 ONG en 2017)</p> <p>Augmentation de 20% des compétences acquises (2017)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports internes de formation, - Rapports produits par les ONG, - Rapports de suivi 	<p>Conditions minimales de sécurité</p> <p>Accessibilité du territoire</p>

¹¹ *Ibidem.*

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
OS3 R2	Les ONG sont appuyées en vue d'assurer le suivi des dossiers des victimes sur les aspects d'information, de protection et de réparation.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'ONG formées (considération spéciale aux ONG actives dans la protection des femmes) - Acquisition de nouvelles connaissances (pré-test / post-test) - Nombre de sessions d'appui aux victimes 	0 0 0	5 ONG formées (3 ONG en 2016, 2 ONG en 2017) Augmentation de 20% des compétences acquises (2017) 24 sessions d'appui (8 en 2016, 16 en 2017)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports internes de formation, - Rapports produits par les ONG, - Rapports de suivi - Rapports de session 	Volonté de la population de recourir à la justice Accessibilité du territoire